

# Fermeture des commerces et rayons non-essentiels: «on repart en absurdie»

Les commerçants s'inquiètent de l'impact économique de ce nouveau confinement.

Par Le Figaro avec AFP

Publié hier à 21:33,

Mis à jour hier à 21:49



Comme lors des deux premiers confinements, les rayons de grandes surfaces ne rentrant pas dans la liste de ceux «*vendant des biens et des services de première nécessité*» devront fermer. *Philippe LOPEZ / AFP*

Le «*bordel*» en hypermarchés sera-t-il de retour? Pour les professionnels, «*on repart en absurdie*» avec la fermeture décidée ce jeudi par le gouvernement français des commerces et surtout des rayons considérés comme «*non-essentiels*» dans 16 départements, comme en novembre dernier.

Les rayons de grandes surfaces ne rentrant pas dans la liste de ceux «*vendant des biens et des services de première nécessité*» fermeront dans les 16 départements concernés, dont tous ceux d'Île-de-France et des Hauts de France, à partir de ce week-end, a annoncé le Premier ministre Jean Castex ce jeudi. Ce, pour au moins un mois. Selon Bercy, 110.000 commerces environ sont concernés.

La liste des produits autorisés lors des précédents confinements avait fait l'objet d'un décret. Les produits essentiels comprenaient l'alimentation, les journaux et papeterie, les matériaux de construction, la quincaillerie ou encore les produits de puériculture, couches et biberons... Mais les coiffeurs avaient dû fermer, tout comme les magasins de vêtements, de jouets, les vendeurs de matelas... (le click&collect était autorisé). Avec des critères parfois subtils: Michel-Edouard Leclerc s'était plaint que ses magasins pouvaient continuer à vendre des pyjamas pour les enfants de deux ans... mais pas ceux de trois ans.

*«C'est l'hypothèse la plus dure qui a été retenue, c'est une vraie catastrophe parce que cela signifie qu'une partie importante du commerce français va se retrouver très largement fermée et qu'on repart en absurdie avec cette nécessité, pour les grandes surfaces, de bâcher à nouveau une partie des rayons»,* a déploré ce jeudi auprès de l'AFP Jacques Creyssel, délégué général de la Fédération du commerce et de la distribution (FCD). *«Par souci d'équité, les restrictions de vente s'appliqueront aux mêmes produits, qu'ils soient vendus dans un rayon de grande surface, un commerce spécialisé ou un petit commerce de centre-ville»,* a en effet précisé Jean Castex.

**À voir aussi** - Lieux de cultes, commerces: Jean Castex précise les établissements «autorisés à ouvrir»

## Un beau «bordel»

Simple a priori, ce *«souci d'équité»* s'était traduit à l'automne par un beau *«bordel»* en magasins, selon l'expression de Michel-Edouard Leclerc. Des milliers de produits avaient alors dû être retirés des rayons, en deux jours. Cette fois, le début du reconfinement est fixé à vendredi minuit. Il va falloir bâcher, enrubanner, déplacer certains produits dans les rayonnages. *«C'est à la fois une décision grave parce que très lourde»,* a de son côté déploré Yohann Petiot, directeur général de l'Alliance du commerce qui représente notamment le commerce de centre-ville, et certaines enseignes de l'habillement. Outre l'Île-de-France et les Hauts-de-France, sont concernés: les départements des Alpes-Maritimes, de la Seine-Maritime et de l'Eure. Cette décision *«stigmatise le commerce»,* regrette Yohann Petiot, alors que *«les écoles restent ouvertes, qu'on a le droit de se promener»...* *«Le gouvernement n'ose pas restreindre ces moments et on le comprend, mais en même temps ils stigmatisent les commerces».*

Pour Sophie Brenot, présidente de la Fédération nationale des détaillants en maroquinerie et voyage, c'est *«l'impression de retourner en arrière très nettement, avec toujours cette idée de distinguer commerces essentiels, non essentiels... Ça commence à devenir de plus en plus difficile»*. *«Je ne m'attendais pas forcément à ce qu'on soit fermés, on aurait pu imaginer des horaires aménagés, mais pas comme ça»*, a-t-elle encore regretté. *«On espère pouvoir continuer le click&collect, mais c'est surtout histoire de voir du monde parce que pour moi, ça doit faire huit fois moins que mon chiffre normal»*.

## **Les librairies et disquaires jugés essentiels**

Une leçon du dernier confinement a cependant été tirée, concernant les libraires et les disquaires. Le gouvernement avait décidé fin février de recatégoriser ces magasins comme essentiels afin qu'ils puissent rester ouverts pendant les reconfinements locaux décidés dans plusieurs villes dont Nice et Dunkerque. *«Les librairies sont des commerces essentiels. Cela n'a jamais fait aucun doute»*, avait dit à l'AFP la ministre de la Culture Roselyne Bachelot.